

# Sommaire

Préambule.....	11
Liste des recommandations.....	15
Introduction.....	17

## PREMIÈRE PARTIE

### L'AMÉLIORATION DE LA COORDINATION ET DU DIALOGUE DES DIFFÉRENTS ACTEURS DU CONTENTIEUX

I. Un contentieux de l'environnement éclaté au sein de la chancellerie .....	33
1. Les constats du groupe de travail .....	33
2. Les pistes de réflexion .....	38
II. Une formation spécialisée insuffisamment partagée entre les différents acteurs.....	40
1. Les constats du groupe de travail .....	40
2. Les pistes de réflexion .....	46
III. Un manque de coopération entre les services et une coordination insatisfaisante entre les acteurs judiciaires et l'administration.....	55
1. Les constats du groupe de travail .....	55
2. Les pistes de réflexion .....	59

IV. Des insuffisances dans le suivi des sanctions.....	63
1. Les constats du groupe de travail.....	63
2. Les pistes de réflexion.....	65
V. Une dispersion des services d'enquête.....	71
1. Les constats du groupe de travail.....	71
2. Les pistes de réflexion.....	76

DEUXIÈME PARTIE

LA MODIFICATION DE L'ORGANISATION JUDICIAIRE  
AU SERVICE DE L'EFFICACITÉ DU TRAITEMENT  
DU CONTENTIEUX DE L'ENVIRONNEMENT

I. Des transmissions d'information à parfaire.....	81
1. Les constats du groupe de travail.....	81
2. Les pistes de réflexion.....	85
II. Le manque de spécialisation des juridictions au traitement du contentieux environnemental.....	87
1. Les constats du groupe de travail.....	87
2. Les pistes de réflexion.....	91
III. Des procédures de référé insuffisantes.....	96
1. Les constats du groupe de travail.....	96
2. Les pistes de réflexion.....	102
IV. La nécessité d'une répression des atteintes environnementales au niveau européen.....	106
1. Les constats du groupe de travail.....	106
2. Les pistes de réflexion.....	110

TROISIÈME PARTIE

AMÉLIORER LA RÉPONSE PÉNALE ET SON SUIVI

I. Un traitement insatisfaisant des infractions environnementales de moindre gravité.....	116
1. Les constats du groupe de travail .....	116
2. Pistes de réflexion .....	117
II. Une infraction de mise en danger à redéfinir.....	122
1. Les constats du groupe de travail .....	122
2. Les pistes de réflexion .....	128
III. La nécessité de repenser les procédures de saisies et de confiscation.....	130
1. Les constats du groupe de travail .....	130
2. Les pistes de réflexion .....	131
IV. Une convention judiciaire d'intérêt public environnementale à développer.....	136
1. Les constats du groupe de travail .....	136
2. Les pistes de réflexion .....	145
Conclusion .....	151
Liste des personnes auditionnées .....	153